

- gérer efficacement les relations commerciales avec les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA);
- promouvoir le développement d'un système multilatéral fondé sur le respect des règles convenues dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce;
- appuyer des initiatives régionales complémentaires, comme le forum de Coopération économique en Asie-Pacifique, un plan d'action pour l'Union européenne et la zone de libre-échange des Amériques.

### **Aide aux exportateurs**

Le **Service des délégués commerciaux (SDC)** est la principale antenne du gouvernement pour ce qui concerne les services de promotion des échanges commerciaux. Il a pour mandat de promouvoir et protéger les intérêts commerciaux du Canada à l'étranger. Le SDC offre aux entreprises prêtes à exporter un éventail de services, y compris la prestation de renseignements et de conseils sur les marchés et sur les débouchés, la formation de partenariats et l'appariement avec des entreprises étrangères, et des activités de promotion auprès de gouvernements et d'entreprises de l'étranger. Le SDC aide aussi les compagnies canadiennes à combler des lacunes sur le plan de l'information et à surmonter des obstacles culturels et autres, leur permettant ainsi d'affronter la concurrence à armes égales.

Sur le plan intérieur, les principaux ministères actifs au sein d'Équipe Canada, à savoir Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, travaillant en étroite collaboration et consultation avec leurs partenaires du secteur privé au sein d'Équipe Canada, complètent les efforts faits à l'étranger surtout en fournissant des services d'aide et de formation à l'exportation au Canada même. Cette concertation a pour but d'aider les entreprises, petites ou grandes, à se déployer avec succès sur les marchés internationaux.

- Selon le vérificateur général, en 1995-1996, le gouvernement fédéral a investi environ 375 millions de dollars dans les activités de promotion du commerce international, y compris celles qui sont assurées dans ses ambassades, ses consulats et ses hauts-commissariats. Les principaux ministères contribuant au programme sont le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (250 millions), Industrie Canada (69 millions) et Agriculture et Agroalimentaire Canada (27 millions).